

# LES ANALYSES DE L'ACRF

2005 / 2

## ALIMENTATION ET RURALITÉ, UNE DIMENSION INTERNATIONALE

*Le double objectif de la journée de formation organisée sur ce thème à la Maison rurale le 18 janvier 2005 était de prendre position en tant que mouvement d'éducation permanente sur les questions d'alimentation et d'allier actions locales et réflexion globale.*

### Intervention de la secrétaire générale de la FIMARC<sup>1</sup>

Daisy Herman précise l'objet de son intervention : présenter les liens de notre consommation alimentaire avec l'international et voir comment la consommation alimentaire s'envisage dans les différentes régions du monde. Elle signale d'emblée qu'il y a une différence entre sécurité alimentaire (avoir de quoi manger) et souveraineté alimentaire (pouvoir déterminer soi-même ce que l'on mange, pouvoir cultiver ce que l'on souhaite). Beaucoup de multinationales jouent sur ces deux mots en disant que les OGM vont pouvoir assurer l'autonomie alimentaire, au sens de simple sécurité alimentaire.

#### QUEL EST NOTRE QUESTIONNEMENT PAR RAPPORT A LA NOURRITURE ?

Comment fait-on nos courses, en fonction de quels critères ? Chez nous, nous ne nous posons pas la question de savoir si nous aurons accès à la nourriture. Nous y avons accès, et même en abondance (en tout cas pour l'essentiel de la population belge). Ici, on se pose des questions relatives à l'obésité, parfois relatives au commerce équitable. Ailleurs, c'est davantage en termes de variété de l'alimentation, d'éventuelles carences pour les personnes en croissance que la question de l'alimentation se pose.

#### QUELS CRITERES POUR UNE QUALITÉ DE L'ALIMENTATION ?

Si nous prenons l'Europe, c'est l'ensemble des mouvements de la FIMARC qui portent ces questions d'alimentation : quelle alimentation éthique ? quelle alimentation de qualité ? Pour les nouveaux pays adhérents

---

<sup>1</sup> Née en 1964, principalement à l'initiative de groupements européens dont l'ACRF, la Fédération internationale des mouvements d'adultes ruraux catholiques (FIMARC) a pour fonction de permettre aux ruraux de se rencontrer, aux ruraux du Nord de rencontrer ceux du Sud et réciproquement. Chaque pays pour la FIMARC est un membre, la FIMARC compte 65 membres, donc 65 pays. Une assemblée mondiale est organisée tous les quatre ans. La FIMARC est reconnue comme organisation internationale par le Saint-Siège, et par ce biais-là, beaucoup de liens sont établis notamment avec la commission pontificale Justice et Paix (dont le poids n'est pas négligeable dans les débats internationaux) Représentation aussi auprès de l'UNESCO et de la FAO. En dehors de ces instances formelles, la FIMARC est en contact avec un large réseau d'ONG actives dans les domaines de l'environnement, de l'agriculture, des droits de l'homme. La FIMARC fait essentiellement de la mise en contact de ruraux (via formations, échanges, briefings, etc.). La revue éditée en trois langues par la FIMARC s'appelle la « Voix du monde rural ».

---

**ACTION CHRETIENNE RURALE DES FEMMES  
ACRF - ASBL**

Rue Maurice Jaumain, 15 B-5330 Assesse  
Editrice responsable : Léonie Gérard  
Rédactrice : [francoisewarrant@acrf.be](mailto:francoisewarrant@acrf.be)

de l'Union, la perspective est très différente car il s'agit plutôt pour eux de parvenir à mobiliser du financement de la politique agricole commune (PAC).

On a fait au sein de la FIMARC l'exercice consistant à déterminer de tels critères à propos de deux produits précis : la banane et l'huile de palme. Les critères proposés sont les suivants :

1. Respect du milieu ambiant
2. Economie juste dans les contrats des employés, dans la fixation des prix, dans l'établissement des salaires
3. Milieu ambiant social (bon fonctionnement des infrastructures publiques)
4. Possibilité de syndicalisation (ex : travailleuses en Chine dans l'industrie du jouet)
5. Respect des valeurs telles que égalité homme-femme dans les salaires.

On a par la suite proposé aussi des critères éthiques pour évaluer la souveraineté alimentaire :

1. Régulation de la quantité d'autoproduction
2. Priorité aux cultures locales et encouragement aux filières courtes
3. Protection contre des importations de produits dangereux pour l'environnement ou ayant fait l'objet de dumpings
4. Encouragement des consommations en fonction des besoins collectifs et familiaux
5. Maintien de la biodiversité et stimulation de la recherche en ce sens.

La reconversion des pays nouveaux adhérents se pose dans d'autres termes puisque, par manque de subsides, ils ont très peu utilisé d'engrais et sont donc bien positionnés pour développer maintenant des filières bio. Pour les autres continents, beaucoup de conditions sont réunies pour faire pousser ce qu'on veut, ce qui n'offre pas pour autant la garantie que tout le monde ait à manger. Les problèmes viennent aussi de la dette du Tiers-Monde et des ajustements structurels imposés par les instances internationales. De ce fait, beaucoup de productions agricoles sont désormais tournées vers l'exportation et non vers les cultures vivrières. Ainsi, au Kerala, dans le Sud de l'Inde, on a orienté progressivement l'agriculture vers la production de l'hevea (caoutchouc) pour les besoins internationaux, or le prix de l'hevea a chuté progressivement. Autre exemple en ce qui concerne la vanille malgache dont les prix fixés à l'international ont chuté par 10 (surtout dans le Nord Est de Madagascar) et dont les plantations ont été mises à mal en raison des tempêtes de l'an dernier. Il y a aussi le poids très malsain des mafias locales (incendies de dépôt des paysans qui essaient de s'organiser entre eux).

On se trouve aussi confrontés dans bon nombre de pays du Sud à une agriculture peu développée (mauvais outillage, faibles rendements, trop peu de diversification donc pas d'échanges possibles, pas de troc entre paysans). Dans d'autres pays (ex : Argentine), il y a au contraire une mécanisation très avancée, mais le personnel agricole est essentiellement composé d'ouvriers agricoles, très vulnérables une fois qu'ils perdent leur travail. Les politiques de libéralisation des prix pratiquées par l'OMC appauvrissent les paysans du Sud et entraînent leur lot d'aberrations, tant au Sud qu'au Nord. Au Sénégal, on mange du pain tous les jours alors que l'on n'y produit pas de blé. On ne consomme plus de maïs ou de millet.

On constate aujourd'hui une perte de biodiversité, des pollutions engendrées par les pesticides et par les engrais, des problèmes de santé pour les paysans. Un autre danger apparaît aujourd'hui, lié aux cultures OGM qui engendrent de nouveaux risques en ce qui concerne la souveraineté alimentaire.

QUE PEUT-ON FAIRE AU NIVEAU D'UN MOUVEMENT D'ÉDUCATION PERMANENTE  
EN BELGIQUE RURALE ?

Plusieurs propositions sont énoncées par Daisy Herman :

- consommer local et privilégier les circuits courts (faut-il prendre sa voiture pour se rendre loin de chez soi acheter des produits Oxfam ?)
- valoriser nos savoir-faire notamment via des cours de cuisine (nous avons une responsabilité en matière d'éducation au goût, par rapport aux aliments traditionnels et naturels)
- informer sur les produits consommés, notamment les produits de consommation courante
- raviver la commission environnement de l'ACRF notamment à propos de la consommation alimentaire et de ses impacts sur l'environnement
- s'intéresser au commerce équitable (équitable pour qui ?)
- sur un plan plus politique, participer à la plate-forme sur la souveraineté alimentaire, à la campagne « Vêtements propres », à la campagne « L'Europe plume l'Afrique », la campagne de la FIMARC concernant la production du poulet et tout récemment la campagne FIMARC la production du café<sup>2</sup>.
- échanger entre soi des bonnes adresses, des trucs, des bonnes recettes, de plantes, de semences. (privilégier les semences fixées).

## Comment raisonner juste en matière d'alimentation ? Propositions de Daniel Cauchy<sup>3</sup>

Cette approche consiste à réfléchir globalement, à évaluer les impacts dans le temps et dans l'espace, du personnel au collectif : ne pas isoler la façon dont je vais nourrir ma propre famille de la façon dont je peux infléchir les choix collectifs. Chacun peut agir dans son environnement immédiat : dans l'association de parents de l'école de son enfant sur les choix en matière de cantine, dans son milieu de travail, sur les critères appliqués dans les achats alimentaires.

Il convient de tenir compte des incidences sociales de notre mode d'alimentation mais aussi des impacts environnementaux. Prenons conscience du fait que notre monde est un monde fini. La sagesse ancienne disait qu'il fallait "penser l'avenir" jusqu'à la quarantième génération. Une dynamique internationale prend forme. Elle ne se réduit pas à un mouvement gauchiste ou écolo. Les recherches se multiplient notamment autour du concept de développement durable et d'agro-écologie (surtout dans le Sud).

Selon Daniel Cauchy, il nous faut promouvoir :

1. Le respect de l'environnement<sup>4</sup>
  - Promouvoir la qualité biologique (c'est une technologie très complexe, le bio ne signifie pas ne rien faire !)

---

<sup>2</sup> Il y a en réalité déjà produit du café qui assure à l'échelle internationale une autonomie mondiale pour au moins deux années.

<sup>3</sup> Daniel Cauchy est formateur en matière d'alimentation.

<sup>4</sup> Ce respect de l'environnement est parfois mis à mal du fait de l'emprise des normes d'hygiène (normes HACCP, fondées sur l'étude aléatoire des points critiques, qui demandent des investissements considérables pour la mise à la norme) : il semble que plus il y a de normes d'hygiène, plus il y a d'accidents d'intoxication. Les milieux aseptisés sont plus fragiles, les bébés aussi.

- Diminuer la consommation énergétique<sup>5</sup> en privilégiant les circuits courts et les produits locaux<sup>6</sup> (intégrer le critère de la proximité), surtout pour les produits frais car les produits secs sont moins problématiques car moins énergivores car ils sont moins dépendants de la chaîne du froid ;
- Savoir aussi utiliser les produits locaux (le fameux chou bien de chez nous), en commençant tout d'abord à reconnaître les légumes et les fruits de chez nous ;
- Utiliser les produits de saison (quels sont-ils ?)
- Utiliser des produits nus, c'est-à-dire le moins emballés possible
- Composter les déchets alimentaires

2. Le respect d'une éthique en recourant aux produits équitables du Sud.

Il ne suffit pas de manger des produits de qualité biologique, de saison, proches... ! L'effort sera vain si nous ne changeons pas aussi notre modèle alimentaire et principalement si nous ne réduisons pas considérablement notre consommation de produits animaux. Nous n'avons pas ici de quoi produire ce qu'il faut pour nourrir le bétail mais la terre produit assez de céréales et de légumineuses pour alimenter tous ses habitants!

Nous devons réintroduire les légumineuses et les céréales dans notre alimentation. Leur association augmente de 30% l'assimilation des protéines (plus que la somme des protéines des deux). Le changement ne se fera pas sans grincement des dents. Pensons aux agriculteurs....

## Pour plus d'infos

On consultera utilement ces quelques documents :

- Fimarc, « Exportations de poulets : l'Europe plume l'Afrique », *Campagne d'Agir ici*, n°68, octobre 2004/2005
- La Lettre de l'Eco-consommation, *Le développement durable commence dans notre assiette*, n°17, mai-juin 1999
- Médiathèque, *Bien manger pour mieux vivre*, Décembre 2004
- Stassart Pierre, « Et si nos nappes aquifères payaient la dette alimentaire ? Paysans du Sud et du Nord, un enjeu planétaire », *Alternatives wallonnes*, n°92, pp.51-52 »
- Wackernagel L. et Rees W., *Notre empreinte écologique*, éd. Ecosociété, Montréal, 1999
- WWF, *Rapport Planète Vivante 2004, octobre 2004* + WWF Belgique, *Annexe belge au Rapport Planète Vivante 2004*, octobre 2004

Françoise WARRANT, chargée d'étude ACRF



<sup>5</sup> Trois avions de fret amènent par nuit à Bierset des fruits en provenance d'Israël !

<sup>6</sup> Comment cependant produire localement ?